

LA DÉFORESTATION : UN DÉBAT TRONQUÉ

[Jean-Paul Jamet](#)

Revue Paysans et Société | « Paysans & société »

2020/5 N° 383 | pages 5 à 15

ISSN 2114-6497

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-paysan-et-societe-2020-5-page-5.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Revue Paysans et Société.

© Revue Paysans et Société. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

La déforestation : un débat tronqué

Jean-Paul Jamet¹

L'agriculture est accusée de détruire la forêt en raison d'une analyse sommaire et incomplète du phénomène. La réalité est beaucoup plus complexe.

Dans sa dernière évaluation des ressources forestières mondiales, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) n'hésite pas à écrire : « *sachant que l'expansion agricole est le principal facteur de la déforestation, la plus grande mutation qui doit s'opérer est celle qui concerne nos modes de production et de consommation alimentaire. Nous devons nous détourner de la dynamique actuelle où la demande alimentaire se traduit par des pratiques agricoles inadaptées qui entraînent la conversion à grande échelle de terres forestières à la production agricole et à la perte de biodiversité forestière* ». Ce diagnostic appelle à la discussion car il n'attache pas assez d'importance à la diversité des situations conduisant à la déforestation. En particulier, il n'intègre pas les étapes historiques qui ont précédé le passage aux productions agricoles confondant souvent les causes et les conséquences des dégradations progressives des écosystèmes forestiers.

DÉFAILLANCES DES POLITIQUES FORESTIÈRES ET FONCIÈRES

Il est étonnant qu'une institution comme la FAO lie prioritairement l'augmentation de la production agricole à la conquête de nouvelles surfaces de cultures entraînant ainsi la baisse des surfaces forestières. En 2009, la prospective Agrimonde² a bien montré qu'entre 1961 et 2003 les surfaces cultivées ont augmenté de 13 % (1,5 milliard d'hectares en 2003) tandis que l'intensification du rendement végétal moyen a plus que doublé passant de 8 600 à 19 200 kcal/jour/hectare.

¹ Membre émérite de l'Académie d'agriculture de France.

² Cette prospective est publiée par l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae) et le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad).

LE CHANGEMENT
D’AFFECTATION DES
TERRES A ÉTÉ
PRÉCÉDÉ PAR UNE
DÉGRADATION DES
FORÊTS CAUSÉE PAR
DES EXTRACTIONS DE
BOIS NON DURABLES
OU ILLICITES

Paradoxalement la FAO, instance intergouvernementale, évite à ses États membres de faire un examen douloureux des défaillances de leurs politiques forestières et foncières. Il est important de voir qu’assez souvent, le changement d’affectation des terres a été précédé par une dégradation des forêts, causée par des extractions de bois d’un niveau non durable ou à caractère illicite sans que cela soit imputable à des acteurs précis, à des personnes ou des communautés en place. Nous verrons que les facteurs de changement peuvent différer considérablement entre les régions du monde voire au sein d’un même pays. Il est essentiel de prendre en compte la dynamique des contextes et les facteurs sous-jacents de la modification des systèmes forestiers du fait de séquences successives de la dégradation des forêts étalées dans le temps et de reconnaître l’importance de leur influence dans les choix qu’effectuent alors les populations locales.

Nous nous livrerons d’abord à une évaluation des concepts définissant les systèmes forestiers et les systèmes de savanes arborées au sens large ainsi que des moyens statistiques utilisés où la dimension historique est très peu prise en compte. Pour illustrer notre propos, nous approfondirons le sujet dans trois régions de référence :

- la déforestation à Bornéo et Sumatra en Indonésie et les cultures industrielles ;
- la déforestation en Afrique subsaharienne ;
- la déforestation au Brésil dans le biome³ du Cerrado⁴.

UNE DÉFINITION DE LA FORÊT ÉTROITE ET CENTRÉE SUR LA PRODUCTION DE BOIS

Pour la FAO, on dénomme forêt des terres occupant une superficie de plus de 0,5 hectare avec des arbres atteignant une hauteur supérieure à cinq mètres et un couvert forestier de plus de 10 % ou avec des arbres capables d’atteindre ces seuils *in situ*. Sont incluses aussi des terres à cultures itinérantes abandonnées avec des arbres régénérés qui sont capables d’atteindre un couvert forestier de 10 %. Cela comprend aussi les bambouseraies et les palmeraies. Sont exclues les terres à vocation agricole ou urbaine ainsi que les autres utilisations prédominantes des terres : les peuplements d’arbres fruitiers, les

³ C’est un milieu écologique étendu et homogène.

⁴ Le Cerrado est une savane dense, située principalement dans la moitié est du Brésil.

plantations de palmiers à huile, les oliveraies et les systèmes agro-forestiers dont les cultures se déroulent sous couvert arboré. On remarquera que la définition de la forêt par la FAO est étroite et centrée sur la seule production de bois avec sa capacité à stocker du carbone. Tant qu'on ne descend pas en dessous du seuil inférieur de la définition, on est toujours dans la forêt sans que l'on puisse distinguer les stades de dégradation de la forêt et les systèmes de savanes arborées au sens large, si bien qu'on en vient à ignorer les séquences de la déforestation et ses différentes modalités. Deux autres importantes critiques peuvent être émises. À savoir la multifonctionnalité des systèmes forestiers et la diversité des communautés humaines qui en dépendent. Enfin, l'exclusion des systèmes arborés qui participent à une valorisation agricole, notamment l'agroforesterie au sens large, ou à des occupations de territoires entraînant des bénéfices de régulation des climats ou des résultats de protection des terres et de l'environnement, peuvent faire croire que ces pratiques sont synonymes de déforestation. Or elles améliorent la résilience des nouveaux systèmes et rendent des services écosystémiques comparables à ceux des écosystèmes forestiers.

DES BIAIS MÉTHODOLOGIQUES ET STATISTIQUES

L'un des principaux essais de modélisation des dynamiques de déforestation et de dégradation des forêts est celui de Noriko Hosonuma⁵ publié en septembre 2012. Il a caractérisé et évalué les principaux facteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts sur la période 2000-2010 dans 46 pays tropicaux et subtropicaux. Dans ce travail les facteurs directs de la déforestation sont :

- l'agriculture commerciale (avec ses grandes cultures, ses pâturages et ses plantations fruitières) ;
- l'agriculture de subsistance (qu'elle soit persistante ou itinérante) pratiquée par les petits agriculteurs ;
- l'exploitation des ressources minières ;
- la mise en place des infrastructures ;
- l'expansion démographique et urbaine.

Les principaux facteurs de la dégradation des forêts sont :

- l'exploitation du bois sous toutes ses formes que ce soit à des fins commerciales ou domestiques ;

⁵ Noriko Hosonuma travaille au sein du Cgjar qui réunit des organisations internationales œuvrant dans la recherche pour la sécurité alimentaire.

- les feux incontrôlés, incluant tous les types de feux sauvages ;
- l'élevage et le pâturage en forêt ;
- l'utilisation du bois combustible ou la production de charbon de bois pour des usages domestiques ou commerciaux.

La synthèse des résultats dans les trois continents fournit des indications intéressantes.

Tableau n°1 : Les facteurs du recul des forêts (en %)

	Afrique subsaharienne	Amérique latine	Asie du sud est
Expansion urbaine	2	1	11
Infrastructures	11	3	10
Exploitation minière	12	2	9
Agriculture de subsistance	40	26	37
Agriculture commerciale	35	68	33

Tableau n°2 : Les paramètres de la dégradation des forêts (en %)

	Afrique subsaharienne	Amérique latine	Asie du sud est
Pâturage des animaux	8	2,5	0,3
Feux incontrôlés	7	17,5	4
Bois combustible	52,2	8	14
Bois matériaux	32,5	72	82

Pour la période 2000-2010, ces données sont dignes d'intérêt et ont été reprises et par la FAO et citées aussi par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec). Or, leur utilisation privilégie surtout les principaux facteurs de la déforestation comme si les phases de la dégradation forestière étaient indépendantes des phases suivantes et ne contribuaient en rien à la disparition des systèmes forestiers. Cette utilisation des données valide ainsi la seule utilisation

finale des sols libérés comme cause de la déforestation. Cette simplification résultant de la construction du modèle conduit à deux biais importants : l'imputation univoque de la déforestation alors que celle-ci, le plus souvent, résulte de plusieurs modifications des composantes du système. On est ici influencé par les règles d'imputation des impacts de l'analyse des cycles de vie souvent caractéristiques d'une seule fonction de production.

**NON-PRISE EN COMPTE
DES DONNÉES TEMPORELLES
DE LA DYNAMIQUE DES
ENSEMBLES FORESTIERS**

L'autre biais correspond à la non-prise en compte des données temporelles de la dynamique des ensembles forestiers. Cette absence de dimension historique est amplifiée par l'importance donnée au traitement des images satellites qui paraît être une garantie de précision. Mais en réalité, il est binaire et entérine soit l'existence, soit la disparition de la forêt au début et à la fin de la période étudiée, masquant toutes les transformations subies dans l'intervalle. Ainsi, la non-prise en compte de la complexité conduit à se contenter d'explications simplistes avec l'idée à chaque fois que c'est la bonne. La mauvaise utilisation des modèles, objets efficaces mais réducteurs par nature, n'arrange pas les choses.

INDONÉSIE : PALMIERS À HUILE SEULS RESPONSABLES DE LA DÉFORESTATION ?

Le cas de l'histoire de la dégradation des systèmes forestiers en Indonésie illustre l'intérêt de choisir une échelle de temps pertinente. Dans son histoire des pertes et de la dégradation des forêts en Indonésie, Rujou Tsujino⁶, en novembre 2016, considère que les pertes significatives de surfaces forestières commencent à partir des années 1970, essentiellement pour une utilisation interne du bois. Le développement de l'exploitation forestière tournée vers l'exportation débute dans les années 1980 d'abord par la vente de grumes notamment au Japon. Dans le même temps, on assiste au développement de cultures de riz et d'autres végétaux pour accompagner un essor démographique impressionnant et des migrations depuis Java. À partir de 1980, le pays interdit les exportations de grumes et devient le numéro un mondial des contreplaqués tropicaux entraînant une accélération de la déforestation, avant que cette activité s'effondre à la fin des années 2000 en raison du

⁶ Rujou Tsujino est un universitaire japonais auteur d'une histoire de la déforestation en Indonésie.

contreplaqué chinois moins cher. Une autre industrie apparaît alors, celle de la pâte à papier qui induit des plantations d'arbres à croissance rapide. Le développement du palmier à huile est plus tardif. Il passe d'environ 350 000 hectares en 1985 (1,2 million de tonnes (Mt) de production d'huile) à deux millions d'hectares (Mha) en 2000 (3,5 Mt d'huile). C'est à partir de 2005 qu'il devient significatif avec une surface de 3,7 Mha (11,9 Mt d'huile) pour atteindre 5,8 Mha (22 Mt d'huile) en 2010 et 11,3 Mha (40,5 Mt d'huile) en 2018⁷.

Rujou Tsujino rappelle qu'entre 1950 et 1997, 59 millions d'hectares ont été déforestés (159 M ha de forêts en 1950 contre 100 Mha en 1997). Cela a conduit à un accroissement de 7,1 millions d'hectares de terres arables et de 10,2 millions d'hectares de plantations permanentes tandis que les terres en friches ou arbustives augmentaient de 42 millions d'hectares. Enfin, entre 1997 et 2015, on a pu observer une augmentation des terres labourables de 5,6 millions d'hectares et de 11,3 millions d'hectares pour les productions pérennes tandis que les espaces forestiers perdaient neuf millions d'hectares et les friches et terres abandonnées diminuaient de 7,9 millions d'hectares. Ces ajustements de surface ne correspondent pas toujours à des liens de causalité directe.

DE MULTIPLES SÉQUENCES DE LA DISPARITION DES FORÊTS

La synthèse la plus récente sur Bornéo pour la période 1973-2013 montre une perte de forêt primaire de 18,7 Mha sur les 55 millions d'hectares que comptait l'île en 1973. Aujourd'hui sept millions d'ha de plantations industrielles (pâte à papier et palmiers) sont implantés sur des zones qui étaient couvertes de forêt primaire en 1973. Les plantations industrielles correspondent à trois secteurs importants : les industries papetières, les exploitations forestières et la plantation de palmiers à huile, sans oublier les industries minières. L'augmentation de la fréquence des feux non contrôlés est aussi une cause majeure de la dégradation des forêts de Bornéo et de Sumatra. Les communautés locales et les petits agriculteurs recourent à la pratique de la culture sur brûlis faute de pouvoir légalement accéder à l'usage des terres.

L'exemple de l'île de Sumatra illustre aussi les séquences multiples du changement d'usage des terres. Dans les années

L'AUGMENTATION DE LA FRÉQUENCE DES FEUX NON CONTRÔLÉS EST AUSSI UNE CAUSE MAJEURE DE LA DÉGRADATION DES FORÊTS DE BORNÉO ET DE SUMATRA

⁷ Ces données proviennent de la FAO.

1980, les plantations industrielles d'hévéa pour le caoutchouc étaient les plus importantes mais elles ont été détrônées par l'huile de palme au début des années 2000. Entre 2000 et 2010, Sumatra a perdu environ 3,5 millions d'hectares de forêts dont 19 % sont imputables directement au développement du palmier à huile (soit un peu moins de 680 000 ha). Dans le même temps, les plantations industrielles sont passées de 1,4 à 2,4 Mha et les plantations des petits producteurs de 0,9 à 2,7 Mha. L'étude montre que les grandes plantations sont responsables de 88 % des conversions forestières contre moins de 10 % pour les petits producteurs. En effet, la majorité de leurs surfaces ont d'abord été gagnées sur d'anciennes parcelles agricoles qui n'étaient déjà plus forestières (le prix du palme étant plus attractif que celui du latex ou du riz ou du soja). Il s'agit d'un déplacement induit de l'usage des terres. La plupart des petits exploitants n'a pas les moyens de convertir des forêts denses ou des tourbières en plantations car cela requiert des investissements en temps et en capital importants. Le développement croissant du palmier à huile chez les producteurs indépendants va de pair avec des rendements faibles, du fait de la difficulté, pour eux, d'accéder aux crédits pour se procurer des intrants, aux investissements et à la formation. C'est dommage car une amélioration de la productivité aurait permis de meilleurs résultats et un moindre impact sur l'environnement.

**UNE PALMERAIE BIEN
ENTRETENEUE VAUT
BEAUCOUP MIEUX QUE
DES ESPACES DÉGRADÉS**

Le cas de l'Indonésie illustre les multiples séquences de la dégradation des forêts et de leur disparition. La focalisation sur la responsabilité des plantations de palmiers à huile est une illustration des biais générés par internet, surtout quand on regarde les surfaces en friches (encore 45 millions d'hectares aujourd'hui).

Entre 1950 et 2015, 68 millions d'hectares de forêt ont disparu tandis que sur les 12 millions d'hectares de palmeraies seulement trois à 3,5 Mha correspondent à une destruction directe de forêt primaire. Sur le plan environnemental, une palmeraie bien entretenue vaut beaucoup mieux que des espaces dégradés. Cette activité fournit d'ailleurs 35 % de l'huile alimentaire mondiale sans inconvénient nutritionnel. Elle permet également à cinq millions de familles de disposer d'un revenu décent en milieu rural. En Indonésie, comme dans les autres continents, l'organisation de l'accès au foncier et au savoir-faire technique des petits agriculteurs serait la meilleure garantie pour une protection des espaces forestiers.

L'AFRIQUE VICTIME DE SON DÉVELOPPEMENT INSUFFISANT

Le changement net de la superficie forestière représente la somme de toutes les pertes forestières (déforestation) et de tous les gains forestiers (expansion de la forêt). Au cours de la dernière décennie (2010-2020), l'Afrique présente le taux annuel net le plus élevé avec une perte de 3,9 millions d'ha par an, alors qu'elle était de 3,4 Mha dans la décennie précédente et de 3,3 Mha entre 1990 et 2000. Le faible développement de cette région du monde se caractérise par une grande utilisation du bois, ce qui participe aux facteurs de détérioration (52 % pour le bois combustible et la production de charbon de bois et pour 32 % pour le bois matériau, très souvent à proximité des pôles urbains). Cela démontre une insuffisance de développement aussi bien dans le secteur de l'énergie que dans celui de la construction et de l'aménagement domestique. Or, ces surfaces une fois dégradées sont remplacées par des activités agricoles (40 % pour l'agriculture de subsistance et 35 % par l'agriculture commerciale). Ce changement d'usage des sols est imputé à l'agriculture et à l'élevage alors qu'il pourrait tout autant être au débit des secteurs de l'énergie et de la construction, notamment dans la soi-disant évaluation Afolu⁸ du Giec.

Récemment, la fondation Farm⁹ a repris à son compte cette analyse sous le titre : *L'agriculture cause majeure de la déforestation en Afrique*. Elle présente des données relatives à 17 pays sur l'évolution entre 1975 et 2013 des surfaces.

Tableau n°3 : Évolution de l'usage des sols entre 1975 et 2013

	1975	2013	1975-2013
Agriculture	55 275 ha	115 172 ha	+ 59 897 ha
Forêt et mangrove	58 896 ha	43 742 ha	- 15 154 ha
Savanes	235 950 ha	188 011 ha	- 47 939 ha

Source : Farm d'après CILSS (2016)

⁸ Le secteur Afolu correspond à l'agriculture, à la forêt et autres usages du sol.

⁹ La fondation Farm a pour mission de soutenir les pays du Sud et une agriculture qui contribue au développement, à la lutte contre la faim et la pauvreté dans le monde.

Cette publication est intéressante car elle distingue les forêts et les savanes et interroge ainsi le devenir de ces savanes dont l'impact sur le climat est différent de celui des forêts, thème que nous évoquerons à propos du biome des Cerrados au Brésil. Sans être provocateur, le remplacement d'espaces arborés par de l'élevage et des productions agricoles et fruitières dans une Afrique en pleine expansion démographique ne paraît pas scandaleux. Et c'est là que nous revenons sur la définition étroite de la forêt par la FAO qui est centrée sur la production ligneuse et élimine tout arbre qui aurait le malheur de dégager un rapport économique supérieur notamment dans une finalité agricole comme par exemple un manguier ou un palmier. Si l'agroforesterie se substitue à une savane, cela correspond à de la déforestation même si ce système végétal à plusieurs étages s'avère plus productif et participe à la conservation des sols toujours couverts et limite les fuites (érosion, lixiviation¹⁰ et moindre évapotranspiration).

AGROFORESTERIE : INTÉRÊT AGRONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTAL

L'agroforesterie a pour ambition de transposer à l'agriculture certains principes de fonctionnement valables dans la forêt ou dans les savanes arborées. L'arbre joue normalement un rôle tampon et d'amortisseur climatique. Sa présence limite l'effet du vent responsable d'importantes pertes d'eau par évaporation. L'arbre tire aussi sa force des champignons mycorrhiziens avec lesquels il a co-évolué pour augmenter son accès à l'eau et aux ressources minérales. Enfin, l'arbre a toujours été façonné par la taille. Il est ainsi mieux adapté aux impératifs techniques de l'agriculteur et enclenche plus vite sa régénération¹¹. Il laisse pénétrer assez de lumière pour permettre la pousse de la strate herbacée, produit plus de biomasse et vit plus longtemps.

Parmi les succès de cette démarche, citons en République démocratique du Congo le développement d'ilots agroforestiers associant cultures vivrières et essences à croissance rapide (acacias) fertilisant le sol. Les arbres sont coupés à dix ans pour fournir du bois combustible. Les agroforêts de cacaoyers au centre Cameroun ou de caféiers en

¹⁰ Il s'agit d'une percolation lente de l'eau à travers le sol permettant la dissolution des matières solides qui y sont contenues.

¹¹ Les arbres évoluent tous selon un modèle ce qui leur permet de retrouver une forme bien définie.

Guinée permettent d'atteindre une multifonctionnalité et sont des outils précieux de protection et de conservation de la biodiversité. Il est difficile de caractériser des systèmes multidimensionnels à la fois dans leur finalité et dans leur temporalité. C'est pourtant à ce prix que naîtront des analyses plus fouillées et capables d'inciter à la recherche de solutions plus pertinentes.

Dans une étude sur la forêt datée de 2015, la Banque mondiale rappelait qu'entre 1990 et 2015 le Brésil avait perdu 53 millions d'hectares de forêt, suivi par l'Indonésie (avec 27 Mha). Dans son analyse de la situation de la forêt dans le monde de 2020, la FAO chiffre à 2,6 millions d'hectares par an la perte nette de forêts pour l'Amérique latine entre 2010 et 2020 alors qu'elle était du double soit 5,2 Mha/an pour la décennie 2000-2010.

Le gouvernement rappelle souvent que la déforestation de sa forêt amazonienne est passée de 2,78 millions d'hectares en 2004 à 0,50 Mha en 2014 à la suite de nombreuses mesures juridiques de protection. En revanche, peu de voix s'élèvent contre la déforestation et le défrichement du Cerrado qui perd plus de surfaces que l'Amazonie depuis 2001. Il est devenu la zone de prédilection pour le développement du soja (environ 65 millions de tonnes dans les dix États concernés sur un total de 115 Mt pour la campagne 2018-2019).

LES CERRADOS, ZONE D'EXPANSION DU SOJA AU BRÉSIL

Le mot Cerrado signifie fermé ou dense. Il a été appliqué à cette végétation arborée à cause de la difficulté à la parcourir ou à y pénétrer dans des terres allant du niveau de la mer jusqu'à 1 800 mètres d'altitude. Il joue un rôle important dans la réception de l'eau. Sur son territoire naissent d'innombrables sources qui alimentent huit des douze bassins hydrographiques du Brésil. On distingue un gradient de distribution des espèces végétales entre les herbages ouverts et les boisements denses qui sont étroitement corrélés à la fertilité des sols. Jusque dans les années 1960, la région des Cerrados n'était qu'une vaste friche inexploitée, utilisée seulement pour une agriculture de subsistance et d'élevage extensif des bovins. La combinaison d'un prix du foncier bas et de crédits subventionnés ont incité à la mise en valeur des Cerrados du Brésil. Des variétés de soja ont été transférées du sud. L'un des attraits du soja réside dans sa capacité à fixer l'azote de l'air. L'absence de gel a conduit à rechercher une variété pour deux cycles de culture par an, l'un durant la saison pluvieuse avec des journées longues, et l'autre

LA COMBINAISON D'UN PRIX
DU FONCIER BAS ET DE
CRÉDITS SUBVENTIONNÉS
ONT INCITÉ À LA MISE EN
VALEUR DES CERRADOS
AU BRÉSIL

durant la saison sèche avec des journées courtes. La région a aussi développé son élevage bovin et possède environ 45 % du cheptel national. L'un des principaux problèmes posés est relatif à la qualité des fourrages dont la teneur en protéines est très insuffisante en fin de saison sèche. Seulement 10 % de la production de soja émane des zones bordant la forêt amazonienne.

Un équilibre doit être respecté autour de la culture du soja dans le biome des Cerrados afin que la végétation restante puisse participer aux équilibres hydrologiques de la région. Le Brésil devrait privilégier, dans sa relation avec la Chine, la production de protéines animales en améliorant la qualité de ses pâturages et en diminuant ainsi l'expansion de la culture du soja pour l'exportation qui semble être parvenue à un optimum.

L'exploitation des ressources forestières est souvent à la limite de la légalité. Mais sur les trois continents étudiés l'absence d'encadrement pour l'agriculture et l'élevage de subsistance est une des principales causes de la dégradation des espaces forestiers notamment du fait de l'agriculture itinérante sur brûlis. Il est urgent d'imaginer un cadre juridique pour assurer l'accession au foncier des petits agriculteurs et ensuite de les accompagner dans leur accès au crédit et aux investissements ainsi que leur proposer des moyens de formation. Par ailleurs, la FAO devrait continuer de mettre en avant qu'une intensification durable de l'agriculture est le plus sûr moyen de baisser la pression sur les espaces forestiers. Enfin la prise en compte des dimensions environnementales de l'agriculture et de la forêt devrait déboucher sur des approches convergentes se traduisant plus par un continuum que par des concurrences stériles. ■

Repères

Les pâturages ne sont pas du gaspillage

Végétaliens, végétariens, amis des bêtes se répandent dans les réseaux sociaux pour y réclamer la fin des pâturages et des cultures fourragères. Selon eux, l'élevage utilise des terres agricoles qui pourraient servir directement à l'alimentation humaine. Or, comme le rappelle l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae), 87 % de ces terres sont occupées par des végétaux non consommables directement par l'homme. L'Institut souligne que certains systèmes d'élevages sont producteurs nets de protéines.